



Agriculture francilienne : en 2013, les grandes tendances déjà observées se prolongent

Les recensements agricoles, tous les 10 ans, sont réalisés auprès de l'ensemble des exploitations agricoles. Entre deux recensements, pour estimer les principales évolutions, des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles sont réalisées. Ces enquêtes sont effectuées auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations agricoles. Ainsi, en 2013, 52 800 exploitations sont interrogées en France, dont près de 1 700 en Île-de-France.

Les grandes tendances observées entre 2000 et 2010 dans la région se prolongent entre 2010 et 2013 : la baisse du nombre d'exploitations agricoles continue, mais de façon ralentie par rapport aux années 1990, et il y a de moins en moins d'exploitations individuelles. Par ailleurs, entre 2000 et 2013, l'investissement dans des machines plus puissantes et spécialisées progresse.

2010-2013: la baisse du nombre d'exploitations agricoles continue.

Entre 2010 et 2013, le nombre d'exploitation agricoles en Île-de-France continue de baisser. Alors qu'il y avait 5 000 exploitations en 2010, il n'y en a plus qu'un nombre compris entre 4 600 et 4 950 en 2013. Cette baisse poursuit la tendance longue observée depuis les années 1950. Entre 1970 et 2010, les deux-tiers des exploitations d'Île-de-France ont disparu. Ce recul a cependant connu une décélération entre les deux derniers recensements : le taux annuel de disparition est passé de 3,2 % entre 1988 et 2000 à 2,6 % entre 2000 et 2010. L'enquête structure ne permet pas d'estimer précisément le taux annuel de disparition des exploitations entre 2010 et 2013. Cependant, même dans le cas le plus défavorable (4 600 exploitations en 2013), le taux annuel de disparition, de 2,9 %, est inférieur à celui observé entre 1988 et 2000.

L'enquête structure 2013, une enquête par sondage

Les recensements agricoles, menés tous les 10 ans, sont réalisés auprès de l'ensemble des exploitations agricoles. Ils sont donc exhaustifs et permettent de ce fait des analyses détaillées. Entre chaque recensement, pour estimer les principales évolutions, des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles sont réalisées tous les 3 ans environ. Contrairement aux recensements, il s'agit d'enquêtes par sondage, effectuées auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations agricoles.

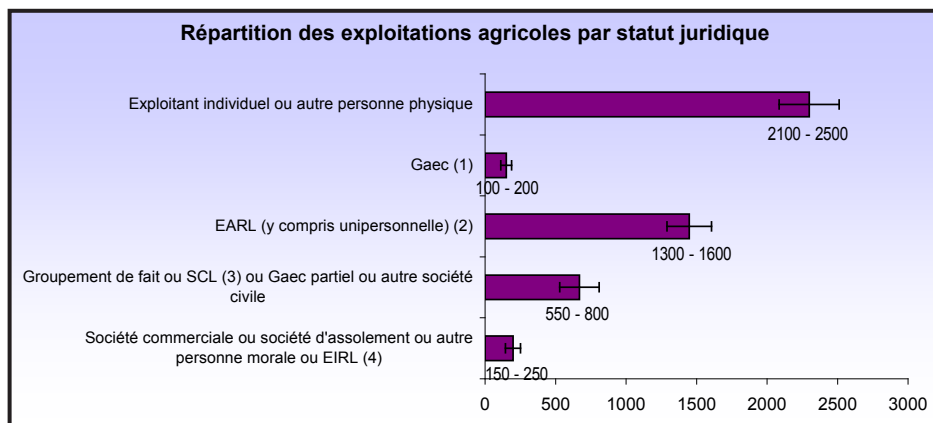
En 2013, 52 800 exploitations sont interrogées en France, dont près de 1 700 en Île-de-France. Les données recueillies portent sur la campagne agricole 2012-2013. Les résultats sont des estimations exprimées sous forme d'intervalles de confiance. En Île-de-France où le nombre d'exploitations est réduit, l'enquête structure présente des intervalles de confiance larges. Par exemple, d'après l'enquête structure 2013, le nombre total d'exploitations franciliennes a 95 % de chance d'être compris entre 4 600 et 4 950. Un tel résultat ne permet pas de calculer d'évolution fine par rapport au recensement de 2010.

Par ailleurs, si certaines questions posées en 2013 sont identiques à celles posées en 2010, ce n'est pas le cas de toutes. Ceci limite de fait les possibilités de comparaison avec les données 2010. Cependant, alors qu'aucune question n'a été posée sur l'équipement des exploitations en matériel agricole en 2010, le questionnaire 2013 est plus riche en la matière. Les résultats sur ce sujet peuvent être comparés avec les données du recensement agricole de 2000.

Moins d'exploitations individuelles en 2013

Entre 2 100 et 2 500 exploitations sont gérées par des exploitants individuels en 2013. Cette estimation est en retrait par rapport à 2010. Il y avait alors 2 650 exploitations individuelles. Ainsi, le mouvement de baisse observé depuis les années 1980 se poursuit. Les exploitations individuelles franciliennes ont perdu 40 % de leurs effectifs entre 2000 et 2010, et 70 % depuis 1988. A l'inverse, les formes sociétaires ont progressé.

chiffres arrondis



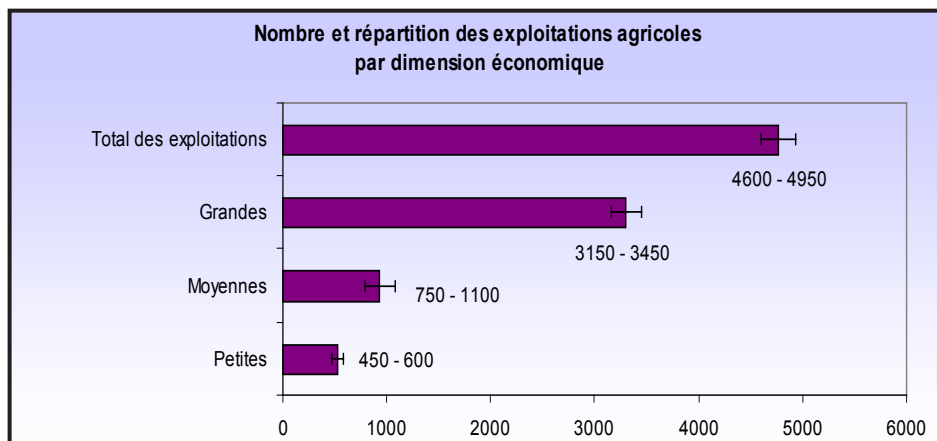
- (1) Gaec : Groupement agricole d'exploitation en commun
 (2) EARL : Exploitation agricole à responsabilité limitée
 (3) SCL : Société civile laitière
 (4) EIRL : Entrepreneur individuelle à responsabilité limitée

Source : Agreste – ESEA 2013

Forte présence des exploitations de grande dimension économique

Entre 3 150 et 3 450 exploitations de la région sont considérées en 2013 comme des exploitations de grande dimension économique (mesurée en termes de production brute standard). Les exploitations de grande dimension économique étaient déjà très présentes en 2010 (2 950). L'évolution observée entre les données du recensement agricole 2010 et celles de l'enquête structure 2013 est au moins en partie liée à des facteurs conjoncturels, et non uniquement à des modifications structurelles des exploitations.

chiffres arrondis



Source : Agreste – ESEA 2013

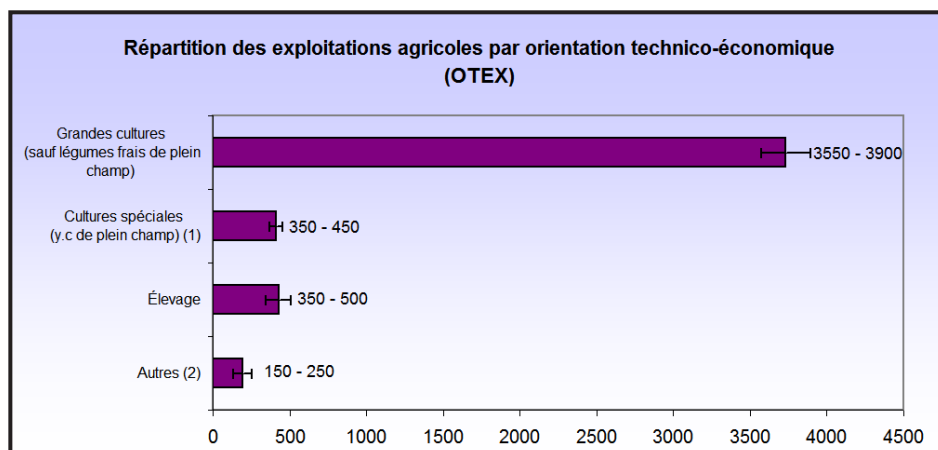


En effet, les coefficients utilisés pour estimer la dimension économique des exploitations ont évolué entre 2010 et 2013, du fait de l'évolution des prix des produits agricoles. Des exploitations qui, en 2010, étaient considérées comme des exploitations de dimension économique moyenne sont devenues des exploitations de grande dimension économique du fait de l'évolution conjoncturelle des prix. En 2016, date de la prochaine enquête sur la structure des exploitations, il est possible que le phénomène inverse soit observé.

Une spécialisation en grandes cultures marquée

Entre 3 550 et 3 900 exploitations de la région sont spécialisées en grandes cultures (hors spécialisation en légumes frais de plein champ) en 2013. Elles étaient 3 800 en 2010. Comme pour la dimension économique des exploitations, les résultats 2013 peuvent être influencés par des éléments conjoncturels. Il n'est pas possible de savoir si la part des exploitations spécialisées en grandes cultures s'est renforcée ou non.

chiffres arrondis



(1) Légumes frais, horticulture ornementale, pépinières, vergers et vignes

(2) Polyculture, apiculture, non classé.

Source : Agreste – ESEA 2013

Nombre d'exploitation suivant le type de provenance du matériel utilisé

| | Récolteuses à betteraves | | Tracteurs | |
|---------------------------------------|--------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | estimation basse | estimation haute | estimation basse | estimation haute |
| matériel appartenant à l'exploitation | 400 | 600 | 3850 | 4350 |
| matériel détenu en copropriété | 300 | 450 | 300 | 450 |
| matériel provenant d'une Cuma | 100 | 300 | s | s |
| matériel loué sans chauffeur | 0 | 25 | 20 | 50 |
| autres (entraide...) | 150 | 300 | 50 | 100 |

données arrondies

s= donnée sous secret statistique

N.B: le matériel appartenant à des entreprises extérieures (exemple: ETA) qui interviennent sur l'exploitation n'est pas comptabilisé

Source : Agreste – ESEA 2013



2000-2013: les exploitations investissent dans des machines plus puissantes et spécialisées

Les exploitations agricoles détiennent en propriété en 2013 entre 12 750 et 14 650 tracteurs. Lors du recensement agricole de 2000, ce chiffre était de 16 130. Cette diminution prolonge celle observée lors des précédents recensements agricoles. Elle s'explique principalement par la diminution du nombre d'exploitations.

De même, le nombre de moissonneuses-batteuses détenues en propriété a diminué entre 2000 et 2013: il y a entre 1 950 et 2 400 moisson-

neuses-batteuses en 2013, contre 2 660 en 2000. Avec l'agrandissement des structures, les exploitants investissent dans des machines plus puissantes. Les exploitations détenaient en propriété 2 870 tracteurs de plus de 134 chevaux DIN1 en 2000, alors qu'elles en possèdent entre 4 400 et 5 450 en 2013. Surtout, le nombre de tracteurs de plus de 169 chevaux DIN a fortement progressé, passant de 800 en 2000 à 2 050/2 650 en 2013. Les exploitants développent également leur flotte de matériel spécialisé: ainsi, le nombre de pulvérisateurs automoteurs détenus en propriété a augmenté. Il était de 440 en 2000, alors qu'il est estimé à plus de 650 en 2013. De même, les exploitations

franciliennes comptent plus de 400 récolteuses à betteraves en 2013, contre 200 en 2000. Cependant, pour ce type de matériel, coûteux, les exploitants utilisent souvent des machines qu'ils ne détiennent pas en propre (recours à une copropriété, à une CUMA, à de l'entraide, ou à une location...), alors que le matériel de base comme le tracteur est plus souvent détenu en propre.

(1) Le DIN 70020 est une norme de mesure de la puissance des véhicules: la mesure est effectuée à la sortie du moteur équipé de tous ses accessoires périphériques.

DÉFINITIONS

• Exploitation agricole

Au sens de la statistique agricole elle est une unité économique et de production qui répond simultanément aux trois conditions suivantes :

- elle a une activité agricole,
- elle atteint ou dépasse une certaine dimension (superficie, nombre d'animaux, production...),
- elle est soumise à une gestion courante indépendante.

Pour le recensement agricole de 2010 et l'enquête structure 2013, chaque société est considérée comme étant indépendante. Si un agriculteur exploite plusieurs sociétés, celles-ci sont considérées comme autant d'exploitations agricoles différentes.

• L'exploitation agricole individuelle

Le chef d'exploitation exploite pour son compte des terres, bâtiments et éventuellement du cheptel, quel qu'en soit le mode de propriété. L'exploitant et son entreprise ne forment juridiquement qu'une seule et même personne. Son patrimoine professionnel et privé sont confondus : en cas de difficultés, ses biens personnels peuvent être saisis pour payer ses dettes professionnelles. Les autres formes juridiques de l'exploitation agricole sont des formes sociétaires. Les exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) sont la forme sociétaire la plus répandue en Île-de-France,

• Production brute standard (PBS) et dimension économique des exploitations

La production brute standard décrit un potentiel de production des exploitations. Elle permet de classer les exploitations selon leur dimension économique en « petites » quand elle est inférieure à 25 000 €, en « moyennes et grandes exploitations » quand elle est supérieure ou égale à 25 000 €, ou en « grandes exploitations » quand elle est supérieure ou égale à 100 000 €. La PBS s'estime à partir de coefficients issus de valeurs moyennes calculées sur des périodes quinquennales (2005 à 2009 pour la PBS 2010, 2008 à 2012 pour la PBS 2013). Les coefficients de PBS ne constituent pas des résultats économiques observés. Ils doivent être considérés comme des ordres de grandeur définissant un potentiel de production de l'exploitation. Cependant, la variation de la PBS d'une exploitation entre 2010 et 2013 peut provenir d'une évolution de la structure de l'exploitation, mais aussi de l'évolution des coefficients eux-mêmes, soumis à des variations conjoncturelles. Les évolutions entre 2010 et 2013 ont ainsi été fortement influencées par l'évolution à la hausse de la moyenne des prix des productions céréalières entre 2005-2009 et 2008-2012.

• Orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX)

Depuis 1970, les exploitations sont classées à l'issue du recensement agricole selon leur orientation technico-économique. Il s'agit d'une typologie visant à déterminer leur activité dominante ou spécialisation. Elle repose sur la production brute standard. L'OTEX de chaque exploitation est ainsi déterminée en deux temps :

- calcul de la production brute standard (PBS)
- classement dans une OTEX. Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total. Exemple : la part des grandes cultures doit être supérieure aux deux tiers de la PBS pour que l'exploitation soit classée en OTEX « grandes cultures ».

• OTEX «spécialisation en légumes frais de plein champ »

En Île-de-France, il existe une certaine porosité entre les cultures maraîchères et les cultures de légumes de plein champ. Les calculs pour les exploitations dites spéciales incluent ici les exploitations appartenant à l'OTEX « spécialisation en légumes frais de plein champ ». A contrario, ces exploitations sont exclues dans les calculs des exploitations de grandes cultures, contrairement à ce qui est fait pour la diffusion des résultats du recensement agricole au niveau national.

Pour en savoir plus :

Consultez le site internet du Service de la Statistique et de la Prospective du :

• www.agreste.agriculture.gouv.fr

-onglet « Enquêtes »

-Structure des exploitations – recensements

Retrouvez les analyses du SRISE Île-de-France sur notre site internet:

• http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Agriculture_82

Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013

DRIA AF Île-de-France

Directeur de la publication
Sylvie De Smedt

Rédacteur
Christine Cheveau

DRIA AF Île-de-France
Service régional de l'information
statistique et économique

18 avenue Carnot
94230 Cachan Cedex

NOUS CONTACTER
srise.ile-de-france@agriculture.gouv.fr

www.driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr